

# Chambre des Représentants.

---

---

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1908.

---

MODIFICATION AU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU RÈGLEMENT (1),  
PAR M. CARTON DE WIART.

---

MESSIEURS,

En inaugurant le régime des questions le 29 janvier 1897, la Chambre avait pensé qu'elle aurait ainsi amené ses membres à renoncer à des interpellations d'un intérêt tout local ou de minime importance.

Il ne paraît pas que le résultat ait été atteint. Le nombre des interpellations n'a cessé de croître. D'autre part, celui des questions a suivi une progression plus marquée encore, et l'obligation réglementaire de consacrer le début des séances du mardi à la lecture des réponses du Gouvernement n'a fait que contrarier davantage le cours régulier de nos débats.

Aussi, dès 1901, la Commission du règlement fut saisie, par l'honorable M. Van Naemen et quelques-uns de ses collègues, d'une proposition ayant pour objet de supprimer la réponse orale aux questions et de décider l'insertion pure et simple de la réponse au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*.

Chargé de faire rapport sur cette proposition au nom de la Commission du règlement, l'honorable M. Schollaert conclut, le 15 mars 1901, à l'insertion des questions et des réponses aux *Annales*, le *Compte rendu* devant se borner dorénavant à mentionner les questions et leur objet.

---

(1) La Commission du règlement est composée de MM. COOREMAN, *président*, NERINGX, HARMIGNIE, CARTON DE WIART, DELBASTÉE, BOUBOUX, HUYSHAUWER, DESMAISIÈRES, DE LIMBURG STIRUM, WAROCQUÉ, BEERNAERT, HUYSMANS, LORAND, VANDERVELDE ET WOESTE.

Mais la Chambre ne suivit pas sa Commission et se borna à modifier légèrement l'article 32 du règlement, auquel elle donna la forme encore actuellement en vigueur :

- « ART. 32. — Le membre qui désire poser une question au Gouverne-  
» ment en remet le texte écrit au président.  
» Ce texte ne peut énoncer que les faits indispensables pour le rendre  
» intelligible. (Adopté le 28 mars 1901.)  
» Le président le fait insérer au *Compte rendu analytique* et aux *Annales*  
» *parlementaires* sous une rubrique spéciale et, sous son numéro d'ordre,  
» à l'ordre du jour de la séance où il doit y être répondu.  
» Le ministre en cause répond au début de la séance du mardi suivant,  
» à moins que, d'accord avec celui-ci, la Chambre ne déclare l'urgence.  
» Sitôt leurs explications échangées, l'incident est clos.  
» Une question ne peut être signée par plus de trois membres. » (Adopté  
le 28 mars 1901.)

Ce texte laissait subsister l'inconvénient qui avait frappé la Commission du règlement. Et de nouvelles protestations ne tardèrent pas à se faire jour.

Aussi, dans la séance du mardi 20 décembre 1904, l'honorable M. Schollaert, président de la Chambre, proposa directement à l'assemblée de remplacer la communication verbale des réponses par l'insertion pure et simple du texte de ces réponses au *Compte rendu analytique* du mardi suivant et aux *Annales parlementaires*. Mais cette proposition ne rencontra pas l'unanimité de l'assemblée, l'honorable M. de Smet de Naeyer, Ministre des Finances et des Travaux publics, ayant exprimé la crainte qu'on ne supprimât de la sorte un frein à la marée constante des questions.

Le « statu quo » fut donc maintenu. Mais les plaintes reprirent de plus belle. Et à maintes reprises, de nombreux membres demandèrent, sous forme de motion d'ordre, que la Commission du règlement fût invitée à prendre une décision sur la suppression de la lecture.

Votre Commission; convoquée à ce sujet, a été cette fois encore unanime à proposer la suppression des réponses orales. Mais elle a jugé qu'il conviendrait que la réponse fût insérée non seulement aux *Annales parlementaires*, mais aussi au *Compte rendu analytique*, ce qui permettra à ceux que ces réponses intéressent d'en avoir connaissance à bref délai.

En même temps, la Commission a cru utile d'insister sur la nécessité de donner aux questions une forme concise et d'en élaguer tous commentaires. Ainsi que le rappelait justement, dans la séance du 21 mars 1901, l'honorable M. Snoy, à l'initiative duquel le régime des questions fut introduit en 1897, ce régime, qui est d'importation anglaise, est maintenu par le règlement et les traditions de la Chambre des Communes dans des limites étroites.

« Le but de la question, disait l'honorable M. Snoy, est d'obtenir une

» information et non pas d'en communiquer à la Chambre. Aucune question  
 » n'est admise à la Chambre des Communes si elle contient un argument ou  
 » une conclusion, à plus forte raison si l'on pouvait y relever des imputa-  
 » tions ou des paroles blessantes pour qui que ce soit. Aucun fait ne peut  
 » être exposé dans le corps de la question s'il n'est pas indispensable qu'il  
 » y soit incorporé pour l'intelligibilité de la question. De plus, il faut que  
 » la preuve du fait avancé puisse être apportée. Enfin, et ceci résume la  
 » façon dont les Anglais comprennent les questions, elles ne doivent  
 » s'appliquer qu'à des faits d'intérêt général; l'opinion publique en Angle-  
 » terre et au Parlement ne permettrait pas à un membre d'interroger le  
 » Gouvernement, sous forme d'une question posée au Parlement, sur des  
 » incidents locaux ou de peu d'importance. »

Les pays parlementaires qui ont, comme nous l'avons fait nous-mêmes, emprunté le système des questions à la Chambre des Communes, se sont inspirés de la même règle.

C'est ainsi que le règlement de la Chambre des Députés du Royaume d'Italie dispose :

« ART. 113. — La question consiste dans la simple demande : Si un fait  
 » est vrai; si une information est parvenue au Gouvernement ou est exacte;  
 » si le Gouvernement entend communiquer à la Chambre des documents  
 » dont le député a besoin ou a pris ou est sur le point de prendre quelque  
 » résolution sur des objets déterminés. »

Voici le texte de modification au règlement de la deuxième Chambre des États généraux des Pays-Bas qui a été voté le 28 juin 1906 :

« ART. 89a. — A des jours et heures à déterminer au début de chaque  
 » session, tout membre de la Chambre pourra, même sans autorisation  
 » spéciale de la Chambre, poser des questions à un ou plusieurs ministres,  
 » conformément aux dispositions du paragraphe suivant.

» Aucun autre membre ne pourra prendre la parole à cette occasion.

» Ces questions devront être formulées brièvement et clairement, et  
 » remises au président. Celui-ci les communiquera au ministre qu'elles  
 » concernent, à moins qu'il ne voie dans la forme ou le contenu des  
 » questions une objection déterminante à l'application du présent article.

» L'auteur de la question peut, après réponse faite, réclamer encore  
 » brièvement quelques explications, mais, en aucun cas, il ne peut  
 » engager une discussion, ni demander à cette occasion l'autorisation  
 » prévue par l'article 89. Si la réponse du ministre a été adressée par  
 » écrit, il n'y a lieu à aucun débat oral.

» Les questions et les réponses seront publiées dans les *Annales parle-*  
 » *mentaires* de la manière qui sera prescrite par le président. »

L'article 21 du règlement de la deuxième Chambre de Suède est rédigé ainsi :

« ART. 21. — Lorsqu'un membre désire poser à un conseiller du Roi

» une question hors de l'ordre du jour, il la déposera, rédigée par écrit et  
» conçue avec précision. La Chambre décidera, sans discussion préalable,  
» si la question sera posée ou non. Dans le premier cas, le président de la  
» Chambre fera donner immédiatement connaissance de la question au  
» conseiller du Roi qu'elle concerne. »

Il faut bien reconnaître que la pratique suivie au Parlement belge s'écarte fréquemment de ces principes. Que de questions laissent à désirer au point de vue de la précision et de la concision ! Très souvent aussi, la question n'est pas une question. C'est, sous une forme à peine déguisée, une demande ou une réclamation. Bien pis, ainsi que le disait l'honorable M. Snoy le 21 mars 1901 : « Si l'on ne savait pas combien nous sommes vertueux, on » pourrait même soupçonner parfois la question de cacher une réclame » électorale ! »

Le nouveau texte réglementaire, qui a rallié l'unanimité au sein de votre Commission, et que nous avons l'honneur de proposer à votre approbation, suffira-t-il pour corriger de fâcheux errements ? Nous osons à peine l'espérer. « On ne rend pas un homme sobre par un bill du Parlement », disent les Anglais qui sont nos maîtres en institutions constitutionnelles. Et, sans doute, on ne peut compter imposer aux parlementaires eux-mêmes la concision et la précision par voie de règlement. S'il appartient au bureau de l'assemblée de veiller à l'application de la formule nouvelle, ce sera surtout à la conscience de chacun de nous à méditer cette formule, afin d'éviter de précipiter par de plus longs abus le discrédit du système des questions qui, restreint dans de justes limites, a son utilité évidente.

*Le Rapporteur,*

H. CARTON DE WIART.

*Le Président,*

COOREMAN.

---

Rédiger comme suit l'article 32 du Règlement.

Les membres qui désirent poser une question au Gouvernement en remettent le texte écrit au président; ce texte ne peut porter plus de trois signatures; il doit se restreindre aux termes indispensables pour formuler avec concision et sans commentaires l'objet de la question; le président le fait insérer sous une rubrique spéciale au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*.

Le ministre en cause envoie sa réponse au président en temps utile pour qu'elle soit insérée au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*, le premier mardi après le dépôt de la question, à moins que, d'accord avec le ministre, la Chambre ne déclare l'urgence. La réponse ne fait l'objet d'aucune discussion.

Artikel 32 van het Reglement te doen luïden als volgt :

De leden, die verlangen eene vraag te richten tot de Regeering, stellen den geschreven tekst daarvan ter hand aan den voorzitter; deze tekst zal niet meer dan drie handteekeningen dragen; hij behelst enkel de volstrekt noodzakelijke bewoordingen om het voorwerp der vraag kort en bondig, zonder uitweidingen, te doen kennen; de voorzitter doet hem onder een afzonderlijk opschrift opnemen in het *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen der Kamer*.

De betrokken minister zendt zijn antwoord intijds aan den voorzitter opdat het in 't *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen der Kamer* verschijne den eersten Dinsdag volgende op het indienen der vraag, tenzij, in overleg met den minister, de Kamer tot dadelijke behandeling besluit. Over het antwoord wordt niet beraadslaagd.

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1908.

---

## WIJZIGING VAN HET REGLEMENT DER KAMER

---

### VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR HET REGLEMENT (1) UITGEBRACHT  
DOOR DEN HEER **CARTON DE WIART**.

---

MIJNE HEEREN,

Toen de Kamer den 29<sup>n</sup> Januari 1897 het stelsel der vragen invoerde, dacht zij daardoor hare leden te doen afzien van vragen om uitlegging die enkel plaatselijk belang opleveren of van geringe beduidenis zijn.

't Schijnt niet dat deze uitslag werd verkregen. Gestadig nam het getal vragen om uitlegging toe. Anderdeels steeg het getal gewone vragen nog op aanzienlijker wijze, en de geregelde gang onzer beraadslagingen werd nog meer gestremd doordien het reglement voorschrijft dat de antwoorden van de Regeering worden afgelezen bij den aanvang der Dinsdag-zittingen.

Reeds in 1901 werd dan ook door den achtbaren heer Van Naemen en enkele zijner medeleden bij de Reglements-commissie een voorstel ingediend tot weglating van het mondeling antwoord op de vragen, mits eenvoudige opneming van het antwoord in het *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen der Kamer*.

Gelast namens de Reglements-commissie verslag uit te brengen, besloot de achtbare heer Schollaert den 15<sup>n</sup> Maart 1901 tot opneming van de vragen en antwoorden in de *Handelingen der Kamer*, terwijl het

---

(1) De Reglements-commissie bestaat uit de heeren COOREMAN, *voorzitter*, NERINCX, HARMIGNIE, CARTON DE WIART, DELBASTÉE, BORDOUX, HUYSHAUWER, DESMAISIÈRES, DE LIMBURG STIRUM, WAROCQUÉ, BEERNAERT, HUYSMANS, LORAND, VANDERVELDE en WOESTE.

*Beknopt Verslag* voortaan de vragen en dezer voorwerp zou vermelden. De Kamer volgde hare Commissie echter niet en wijzigde slechts lichtelijk artikel 32 van het reglement, waaraan zij den vorm gaf die thans nog van kracht is :

- « Art. 32. — Het lid dat eene vraag verlangt te richten tot de Regeering stelt den geschreven tekst daarvan ter hand aan den voorzitter.
- » Deze tekst mag enkel de feiten behelzen, volstrekt noodzakelijk om hem verstaanbaar te maken. (Aangenomen den 28<sup>n</sup> Maart 1904.)
- » De voorzitter doet hem opnemen in het *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen der Kamer* onder een afzonderlijk opschrift en, onder zijn ordenummer, op de dagorde der vergadering waarin er op geantwoord moet worden.
- » De betrokken Minister antwoordt bij den aanvang der vergadering van den Dinsdag daaropvolgende, tenzij, in overleg met hem, de Kamer tot dadelijke behandeling besluit.
- » Zoodra zij hunne uitleggingen gewisseld hebben, is het incident gesloten.
- » Eene vraag mag slechts door drie leden onderteekend worden. » (Aangenomen den 28<sup>n</sup> Maart 1904.)

Deze tekst liet het bezwaar bestaan, dat de Reglements-commissie had getroffen. Ook rees er dadelijk nieuw protest op.

Ter vergadering van Dinsdag 20 December 1904, stelde de achtbare heer Schollaert, voorzitter der Kamer, de vergadering rechtstreeks voor, de mondelinge mededeeling van de antwoorden te vervangen door de eenvoudige opneming van den tekst dier antwoorden in 't *Beknopt Verslag* van den volgenden Dinsdag en in de *Handelingen der Kamer*. Doch met zijn voorstel heeft niet gansch de vergadering ingestemd, dewijl de achtbare heer de Smet de Naeyer, Minister van Financiën en Openbare Werken, de vrees uitlet dat er zodoende geen teugel zou zijn voor den steeds grooteren overvloed van vragen.

Derhalve werd het « statu quo » gehandhaafd. Doch de klachten namen hand over hand toe. Herhaaldelijk vroegen talrijke leden, bij motie van orde, dat de Reglements-commissie zou verzocht worden maatregelen te nemen om het aflezen van de antwoorden weg te laten.

Uwe Commissie, te dien einde bijeengeroepen, stelt ditmaal nog eens eenparig voor, de antwoorden niet meer af te lezen. Doch zij was van oordeel dat het antwoord niet enkel in de *Handelingen der Kamer*, maar ook in 't *Beknopt Verslag* zou opgenomen worden, zoodat zij die belang hebben bij die antwoorden ze spoedig zouden kennen.

Terzelfder tijd vond de Commissie dat het raadzaam was er op aan te dringen dat de vragen kort en bondig zouden opgesteld worden, zonder ophelderende aanmerkingen. Zooals ter vergadering van 21 Maart 1904 terecht werd aangemerkt door den achtbaren heer Snoy, op wiens voordracht het stelsel der vragen in 1897 was ingevoerd, naar 't voorbeeld

van Engeland, wordt dit stelsel door het reglement en de overleveringen van het Lagerhuis gehandhaafd binnen enge grenzen.

« Het doel der vraag, zegde de achtbare heer Snoy, is eene inlichting » te erlangen, niet er de Kamer te geven. In het Lagerhuis wordt geene » vraag toegelaten, zoo zij eene bewijsvoering of een besluit bevat en nog » veel minder zoo daarin voorkomen aantijgingen of voor wie het ook zij » kwetsende bewoordingen. Geen feit mag in den tekst der vraag worden » uiteengezet, zoo dit niet volstrekt noodig is om ze verstaanbaar te » maken. Daarenboven moet men het bewijs van het aangevoerde feit » kunnen aanbrengeu. Ten slotte, en dit somt op in welken zin de » Engelschen de vragen opvatten, zij mogen slechts punten van algemeen » belang bedoelen; de openbare meening in Engeland en in het Parlement » zou geen lid veroorloven, onder den vorm van eene in het Parlement » gestelde vraag de Regeering te ondervragen over plaatselijke of minder » belangrijke gevallen. »

De parlementaire landen, die zooals wij het stelsel der vragen ontleenden aan het Lagerhuis, gingen uit van denzelfden regel.

Zoo bepaalt het reglement van de Kamer der afgevaardigden van het Koninkrijk Italië :

« ART. 113. — De vraag is niets anders dan eene eenvoudige vraag : » Of een feit waar is; of de Regeering eene inlichting verwief; of zij nauw- » keurig is; of de Regeering aan de Kamer de stukken wil mededeelen die » de afgevaardigde noodig heeft, of over bepaalde punten eene beslissing » nam of eerlang zal nemen. »

Ziehier den tekst van eene wijziging van het reglement der Tweede Kamer van de Staten-Generaal in Nederland, den 28<sup>n</sup> Juni 1906 aangenomen :

» ART. 89a. — Op daartoe bij den aanvang van elke zitting te bepalen » dagen en uren kan ieder lid, ook zonder bijzonder verlof der Kamer, » naar de bepalingen van de volgende alinea, aan een of meer Ministers » vragen doen. Geen ander lid mag daarbij het woord voeren.

» Zoodanige vragen moeten kort en duidelijk worden geformuleerd en » bij den voorzitter worden ingediend. Deze deelt die mede aan den » betrokken Minister, tenzij bij hem, wegens vorm of inhoud der vragen, » tegen toepassing van dit artikel overwegend bezwaar bestaat.

» De steller der vraag kan, na bekomen antwoord, nog kortelijk eenige » opheldering vragen, doch op geenerlei wijze discussie voeren noch bij die » gelegenheid het verlof vragen, bedoeld bij artikel 89.

» Indien het antwoord door den Minister schriftelijk is ingezonden, heeft » geene mondelinge behandeling plaats.

» De vragen worden met de antwoorden, op de wijze door den Voorzitter » der Kamer te bepalen, in de *Handelingen* openbaar gemaakt. »

Artikel 21 van het reglement der Zweedsche Tweede Kamer luidt aldus :

« Verlangt een lid eene vraag te richten tot een raadsheer des Konings,  
» buiten de dagorde, hij legt ze schriftelijk en duidelijk bepaald over.  
» Zonder voorafgaande beraadslaging beslist de Kamer of de vraag al dan  
» niet wordt gesteld. In het eerste geval geeft de voorzitter der Kamer  
» onmiddellijk kennis van de vraag aan den betrokken raadsheer des  
» Konings. »

Men moet bekennen dat het in de Belgische Kamer een gebruik is geworden, meermaals af te wijken van deze beginselen. Hoeveel vragen laten niet te wenschen over als duidelijkheid en beknoptheid! Heel vaak ook is de vraag geene vraag. Onder een nauwelijks verbloemden vorm is het een verzoek of eene klacht. Wat erger is, zooals de achtbare heer Snoy den 21<sup>n</sup> Maart 1901 zegde : « Zoo het niet geweten was hoe deugdzaam wij  
» zijn, men kon soms zelfs vermoeden dat achter de vraag een kiesbelang  
» schuilt ! »

Zal de nieuwe tekst van het reglement, eenparig aangenomen door uwe Commissie, en welken wij de eer hebben u ter goedkeuring voor te leggen, volstaan om jammerlijke gebruiken te verbeteren? Tenauwernood durven wij het hopen. « Een man wordt niet sober gemaakt door eene bill van 't Parlement », zeggen de Engelschen, onze meesters in zake van grondwettelijke instellingen. Ongetwijfeld kan men bij wijze van reglement geene beknoptheid en duidelijkheid opdringen aan parlamentsleden. Zoo het bureel der vergadering tot taak heeft te zorgen voor de toepassing van het nieuw reglement, iedereen onzer moet vooral in geweten den nieuwen tekst overwegen, ten einde door langer misbruik te vermijden dat het stellen van vragen — die, binnen billijke palen omschreven, blijkbaar nut opleveren — nog meer in discredit worde gebracht.

*De Verslaggever,*  
H. CARTON DE WIART.

*De Voorzitter,*  
COOREMAN.

---

**Rédiger comme suit l'article 32 du Règlement.**

Les membres qui désirent poser une question au Gouvernement en remettent le texte écrit au président; ce texte ne peut porter plus de trois signatures; il doit se restreindre aux termes indispensables pour formuler avec concision et sans commentaires l'objet de la question; le président le fait insérer sous une rubrique spéciale au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*.

Le ministre en cause envoie sa réponse au président en temps utile pour qu'elle soit insérée au *Compte rendu analytique* et aux *Annales parlementaires*, le premier mardi après le dépôt de la question, à moins que, d'accord avec le ministre, la Chambre ne déclare l'urgence. La réponse ne fait l'objet d'aucune discussion.

**Artikel 32 van het Reglement te doen luiden als volgt :**

De leden, die verlangen eene vraag te richten tot de Regeering, stellen den geschreven tekst daarvan ter hand aan den voorzitter; deze tekst zal niet meer dan drie handteekeningen dragen; hij behelst enkel de volstrekt noodzakelijke bewoordingen om het voorwerp der vraag kort en bondig, zonder uitweidingen, te doen kennen; de voorzitter doet hem onder een afzonderlijk opschrift opnemen in het *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen der Kamer*.

De betrokken minister zendt zijn antwoord intijds aan den voorzitter opdat het in 't *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen der Kamer* verschijne den eersten Dinsdag volgende op het indienen der vraag, tenzij, in overleg met den minister, de Kamer tot dadelijke behandeling besluit. Over het antwoord wordt niet beraadslaagd.